

Où va-t-on ?



Par Henry Roure

Je suis persuadé que les Français dans leur immense majorité savent, au fond d'eux-mêmes, qu'il faudra modifier le système de retraite et allonger l'âge où l'on se retire de la population active. Ils savent que l'allongement de la durée de vie, de manière homothétique, proportionnelle, augmente la nécessité de travailler plus longtemps. Dans leur refus catégorique et global de la réforme, concoctée par les gestionnaires gouvernementaux, je subodore qu'ils rejettent tout autre chose. Leur révolte s'adresse à un système et surtout au personnage qui l'incarne. En 6 ans, il a laminé la puissance française. Il a élargi les lèvres des blessures infligées, déjà, par ses deux prédécesseurs, mais pire, il a ouvert d'autres plaies, commettant faute sur faute et erreur après erreur.

Ce fidèle du capitalisme étatsunien ne pouvait que dégrader toute idée de Patrie, de grandeur et de vertu. Son but était d'offrir une population qu'il aurait décérébrée et dénaturée, à titre d'exemple catalyseur, à un dispositif étranger, centralisé et déjà totalitaire. Il y a du nihilisme dans cette pensée. Nietzsche écrivait que « Le nihilisme est non seulement la croyance que tout mérite de périr, mais qu'il faut détruire ». Le peuple lui-même, n'étant dans son idée, qu'une masse, une glaise, que l'on peut modeler dans la forme souhaitée. Ce mépris de la France dans sa nature profonde est devenu insupportable au peuple français qui a fini par comprendre que son existence était en jeu.

L'agitation autour des retraites est à la fois exemplaire de ses souhaits, mais aussi, de l'expression d'une nation rétive. Au début, souvenez-vous, il s'agissait de mettre progressivement à terre, le principe de la retraite par répartition, où s'expriment concrètement la solidarité et la fraternité du peuple français. L'énorme fonds de pension étatsunien BlackRock s'était proposé de gérer le futur système... Il s'agissait de confier l'intimité des Français au plus grand gestionnaire d'actifs au monde, disposant d'environ 6 500 milliards de dollars. Larry Fink, le président de ce gigantesque outil

capitaliste étatsunien, a été reçu à l'Élysée et à Matignon dès juin 2017, avant même que les représentants de l'AFG, l'association française de gestion des actifs, n'y soient conviés. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, s'est ensuite rendu aux États-Unis pour, à nouveau, le rencontrer. Le 26 octobre 2017, le président et son gouvernement ont reçu solennellement les dirigeants de BlackRock. Le ton était donné !

J'ajoute, pour simple rappel, que le 14 juillet 2017, le président étatsunien Trump fut invité à assister au défilé. J'avais écrit à l'époque un papier auquel j'avais donné le titre de Deux Américains à Paris. Des freins divers ayant empêché que le projet de destruction du système traditionnel de retraites n'aboutisse, le chef de l'État actuel s'est rabattu sur une société de contrôle étatsunienne, à la réputation sulfureuse, impliquée dans de nombreux scandales par le monde, McKinsey. Cette firme étatsunienne a mené de soi-disant expertises, que l'administration nationale, disposant de services de vérification, de contrôle et de proposition beaucoup plus honnêtes et efficaces, aurait conduites et même avait conduites, sans que ce travail eût engagé un centime de plus des finances publiques. Précisons que les relations entre BlackRock et McKinsey sont étroites. Ainsi l'ancienne représentante de McKinsey à Londres, Sandy Boss, est à la tête de l'engagement actionnarial de BlackRock. Cette bizarrerie relationnelle n'était, en fait, qu'une confirmation de l'attachement washingtonien du président actuel. Rappelons-nous qu'à l'époque où, venu de la banque Rothschild, il devenait ministre des Finances, il cédait la partie énergie d'Alstom, un de nos fleurons industriels, à la société étatsunienne General Electric. Il offrait donc, à un évident impérialisme étranger, une autorité sur notre filière nucléaire.

Les Français ont engrangé ces informations au fil de l'actualité. Pour la plupart ils n'ont pas analysé les faits, mais ils ont parfaitement compris que la France n'était pas défendue par le plus haut responsable politique du pays. D'autres turpitudes se sont amoncées n'entraînant aucune conséquence pour les responsables. Il y eut la débâcle sanitaire, lors de la période COVID, mettant en lumière un étrange partenariat avec les firmes pharmaceutiques étatsuniennes où exerce M. von der Leyen, le mari de ce personnage, non élu, qui au nom de l'UE voudrait décider de tout à notre place. Il y eut l'idée de partager le siège permanent de la France au conseil de sécurité des Nations unies avec l'Allemagne, puis de le remettre à l'UE. Il y eut les mensonges sécuritaires et l'acceptation d'une immigration massive et la condamnation de l'expression « grand remplacement ». C'était logique, pour lui, ni l'histoire, ni la culture françaises n'existent. Il l'a dit et il a même condamné son propre pays pour crime contre l'humanité. Il a d'ailleurs, pour continuer sans doute à banaliser le pays à la tête duquel il a été mis, ruiné nos relations avec les pays africains francophones. Ils représentaient pourtant un sérieux atout de notre dimension mondiale. Dans la même veine, il a offensé la langue française en violant l'article 2 de la Constitution, s'exprimant, dès qu'il le pouvait, dans la langue des États-Unis ou encore, en contribuant à dénaturer l'Organisation Mondiale de la Francophonie en promouvant la candidature à sa présidence, d'une Ruandaise anti-française. Il a disloqué le corps préfectoral et surtout le corps diplomatique sur lequel repose encore notre action politique dans le monde... Mettant un indigéniste au ministère de l'Éducation Nationale, il a ainsi

confirmé que la formation des générations futures ne devait pas chercher l'excellence, mais plutôt la massification. Pour complaire à l'Allemagne, il a longtemps abondé dans l'opprobre gauchiste sur notre filière nucléaire. Elle brillait pourtant et s'avérait un des piliers de notre puissance. Sans réflexion géopolitique, il nous a entraînés à la suite des États-Unis et de l'OTAN, dans le soutien invraisemblable à l'Ukraine, un pays corrompu où nous n'avons aucun intérêt. Il a réussi ainsi à dénaturer notre dissuasion nucléaire. La seule raison invoquée fut la défense du Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit par ailleurs refusé aux populations russes et russophones de Crimée et du Donbas, mais hier accordé aux musulmans du Kosovo, terre d'origine des Serbes. Je n'insisterai pas sur le refus peureux de traiter les questions de l'immigration et de l'insécurité, qui lui est étroitement liée. Je pourrais ajouter bien d'autres actions de même fond idéologique. Il ne faut donc pas s'étonner du rejet populaire de ce projet de loi, même si le Parlement l'a adopté. L'âge de départ à la retraite n'est que le prétexte immédiat, un motif offert, pour rassembler tous les mécontentements.

Dire que l'on ne veut pas travailler « plus » est une affirmation synthétique. En réalité les Français préciseraient volontiers « dans les conditions actuelles ». L'action étatique ne leur promet aucun enthousiasme. Elle est banalement technocratique et gestionnaire. Ils ne trouvent de ferveur commune que dans quelques brillantes équipes sportives ; bien piètre succédané. Il n'existe aucune incitation pour les fédérer, aucun but transcendant, aucun objectif national qui encouragerait à s'investir collectivement. Notre peuple a besoin d'orgueil et de rêve. Il faut malheureusement constater que l'UE n'est que le songe d'une minorité et le cauchemar de beaucoup. Il est manifeste, aussi, que mener la politique de minorités extrémistes ou délirantes, finit par contrevenir aux idées de l'immense majorité.

Le peuple est malheureux et il cherchera de plus en plus un refuge dans des mirages.

Le peuple français est un peuple solide, difficile à manipuler longtemps. Le président actuel s'est déjà heurté au rejet de son attitude et de sa politique. Ainsi déjà, les Gilets jaunes se sont levés, au motif de contester l'augmentation des prix des carburants. La spontanéité du mouvement et son absence de structure confirment que cette révolte allait bien au-delà de ce qui n'était qu'un prétexte. Les Français commençaient à comprendre la manipulation dont ils avaient été victimes lors des élections présidentielles. Désormais, ils ont parfaitement compris les objectifs des barons qui les gouvernent.

Je ne suis pas un procureur ; je suis un simple citoyen pour le moins inquiet de ce qu'il constate et anxieux pour l'avenir de son pays.

Henri ROURE